

SAPEURS-POMPIERS

24

**LE RÈGLEMENT
DÉPARTEMENTAL
POUR LA DÉFENSE
EXTÉRIEURE CONTRE
L'INCENDIE**



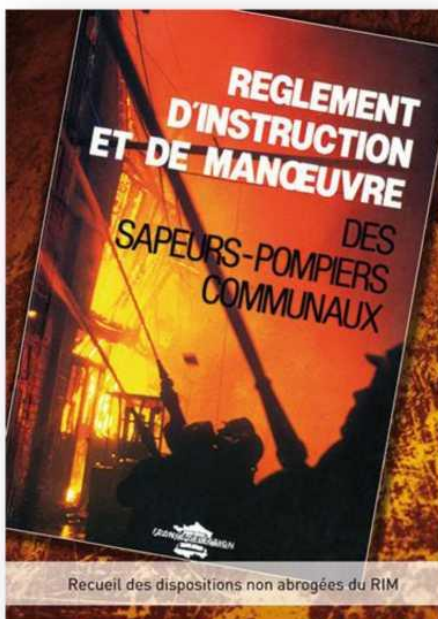
INTRODUCTION – EXTRAIT CADRE LEGISLATIF

- CGCT (L2212-2 + L2213-32)
- Décret 27/02/2015 relatif à la DECI
- Arrêté du 15/12/2015 fixant RNDECI
- Arrêté préfectoral n° **24-2018-06-20-001** du **20/06/2018**



SONT ABROGES

- Circulaire 10/12/51
- Circulaire 20/02/57 (protection incendie des communes rurales)
- Circulaire 09/08/67 (réseau eau potable)
- Parties afférentes à la DECI du Règlement d'Instruction et de Manœuvre « R.I.M »



HISTORIQUE ET DEMARCHE

UNE « FEUILLE DE ROUTE » NATIONALE



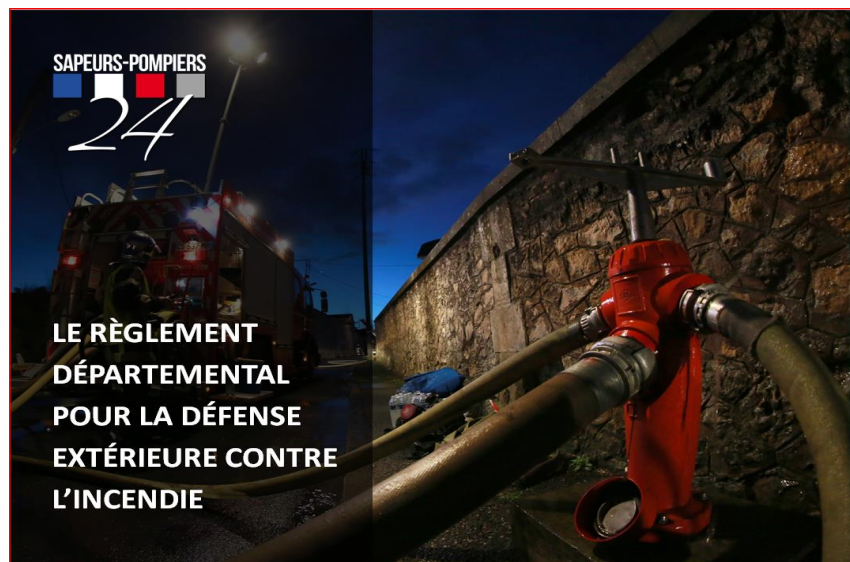
DECRET 27/02/2015 relatif à la D.E.C.I
ARRETE du 15/12/2015 fixant le R.N.D.E.C.I



ADAPTATION LOCALE DE LA D.E.C.I.

REDACTION
DU
REGLEMENT DEPARTEMENTAL
POUR LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE
L'INCENDIE DE LA DORDOGNE

UN REGLEMENT DEPARTEMENTAL



Complété par des annexes et des protocoles
propres à la Dordogne

ECRITURE / MODE PROJET
CONSULTATION INTERNE AU SDIS 24



CONCERTATION
UNION DES MAIRES
DDT
CCI
SYNDICAT MIXTE DES EAUX DE LA DORDOGNE



ADOPTION
20/06/2018 PREFETE DE LA DORDOGNE

LES SOURCES ET CIBLES



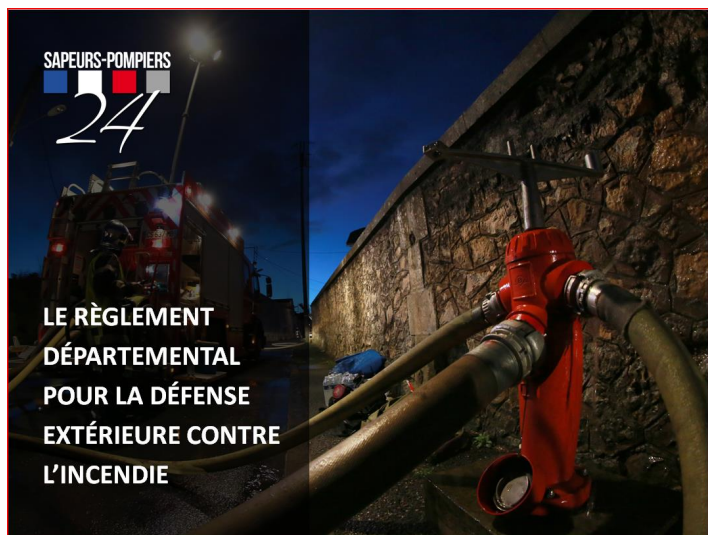
Les Maires / EPCI



Les Sapeurs- Pompiers



Les délégataires



LES PRINCIPES DE LA D.E.C.I

3 PRINCIPES

- ❑ QUALIFICATION DU RISQUE « COURANT » OU « PARTICULIER »
- ❑ DEFINITION DES CAPACITES D'EAU DE REFERENCE
- ❑ ETABLISSEMENT DES DISTANCES ENTRE :
 - LE POINT D'EAU INCENDIE (P.E.I)
 - ET
 - LE RISQUE A DEFENDRE.

UTILISATION DES GRILLES DE COUVERTURE D.E.C.I

Jusqu'à présent utilisation de la circulaire interministérielle
du 10 décembre 1951

L'utilisation du réseau d'eau potable par l'intermédiaire de prises d'incendie devait satisfaire au minimum, à une réserve d'eau de 120 m³ et à un débit de 60 m³/h pendant deux heures (sous 1 Bar minimum) et que tout terrain situé à plus de 200 mètres d'un poteau d'incendie ne pouvait bénéficier d'un certificat d'urbanisme favorable

Ancienne prescription type antérieure au R.D.D.E.C.I

Les moyens assurant les ressources en eau pour la défense contre l'incendie devront être constitués par (NOMBRE à DEFINIR) poteau d'incendie de 100 mm délivrant un débit de 60 m³/heure pendant 2 heures au moins **et situé à moins de 200 m du bâtiment par voie carrossable**. Si les canalisations existantes ne permettent pas le respect de cette prescription, le maire de la commune pourra soumettre à l'avis du service départemental d'incendie et de secours la défense incendie à partir d'une ou plusieurs réserves artificielles de 120 m³ d'un seul tenant (ou de capacité réduite du double du débit horaire de l'appoint si la réserve est alimentée par un réseau de distribution). Celle-ci pourra être remplacée par un point d'eau naturel (cours d'eau, étang) à condition qu'en toute saison il puisse fournir 120 m³ en 2 heures.

S'il y a réserve naturelle ou artificielle, elle sera réalisée de manière que :

- la hauteur d'aspiration n'excède pas 6 mètres ;
- la profondeur minimale soit au minimum de 1 mètre ;
- elle soit accessible en permanence et signalée, dotée d'une aire ou d'une plate-forme de 32 m² (8 m x 4 m) permettant aisément la mise en œuvre des engins de secours.

LES PRINCIPES DE LA D.E.C.I (EXTRAIT HABITATIONS/BUREAUX)

HABITATIONS OU BUREAUX RELEVANT DU CODE DU TRAVAIL	$S \leq 250 \text{ M}^2$ ISOLEMENT / TIERS = REI 60 AIRE D'ISOLEMENT $\geq 8\text{M}$		30 M ³ / H PENDANT UNE HEURE A 400 MAXIMUM
	$S \leq 250 \text{ M}^2$ ISOLEMENT / TIERS < REI 60 AIRE D'ISOLEMENT < 8M		60 M ³ / H PENDANT UNE HEURE A 200 MAXIMUM
	$250\text{M}^2 < S \leq 500 \text{ M}^2$		60 M ³ / 2 H A 200 MAXIMUM
	$S > 500 \text{ M}^2$		APPLICATION D9
$S < 100 \text{ M}^2$ HABITAT DISPERSE EN MILIEU RURAL, UNE SEULE HABITATION INDIVIDUELLE DE 1ERE FAMILLE, $D \geq 800\text{M}$ DE TOUTE AUTRE HABITATION PAR DES CHEMINS PRATICABLES : PAS DE D.E.C.I			

RISQUE-COURANT-FAIBLE

RISQUE-COURANT-ORDINAIRE

RISQUE-COURANT-IMPORTANT

RISQUE-PARTICULIER

LES PRINCIPES DE LA D.E.C.I (EXTRAIT E.R.P)

ERP 1 ^{ER} GROUPE	$S \leq 500 \text{ M}^2$		60 M3/H PENDANT 2 HEURES A 200 M MAXI
	$S > 500 \text{ M}^2$		DOCUMENT D9

ERP 2 ^{EME} GROUPE	$S \leq 250 \text{ M}^2$ SANS SOMMEIL		30 M3/H PENDANT 2 HEURES A 200 M MAXI
	AVEC SOMMEIL ET $S \leq 250 \text{ M}^2$ OU $250 \text{ M}^2 < S \leq 500 \text{ M}^2$		60 M3/H PENDANT 2 HEURES A 200 M MAXI
	$S > 500 \text{ M}^2$		DOCUMENT D9

$S \leq 50 \text{ M}^2$ - sans sommeil – isolement/tiers réglementaire ou $> 5\text{m}$ pas de D.E.C.I

RISQUE-COURANT-FAIBLE

RISQUE-COURANT-ORDINAIRE

RISQUE-COURANT-IMPORTANT

RISQUE-PARTICULIER

LES PRINCIPES DE LA D.E.C.I (EXTRAIT INDUSTRIEL / ARTISANAL)

ETABLISSEMENT	SI FAIBLE POUVOIR CALORIFIQUE ET $S \leq 250 \text{ M}^2$		60 M ³ / H PENDANT 1 HEURES A 200 M
INDUSTRIEL	$S \leq 1000 \text{ M}^2$ SEULEMENT POUR UN RISQUE 1 / D9		60 M ³ / H PENDANT 2 HEURES A 200 M
OU ARTISANAL	$S > 1000 \text{ M}^2$		APPLICATION D9

RISQUE-COURANT-FAIBLE

RISQUE-COURANT-ORDINAIRE

RISQUE-COURANT-IMPORTANT

RISQUE-PARTICULIER

LES PRINCIPES DE LA D.E.C.I (EXTRAIT ETABLISSEMENT AGRICOLE)

STOKAGES DIVERS HORS FOURRAGE (1)	(1) $50 \text{ M}^2 < S \leq 500 \text{ M}^2$ (2) $S \leq 500 \text{ M}^2$ (3) STOCKAGE FOURRAGE SANS APPLICATION DU PRINCIPE « LAISSER BRULER » $V \leq 1000 \text{ M}^3$	30 M3/H PENDANT 1H00 A 400M
	(1) $500 \text{ M}^2 < S \leq 1000 \text{ M}^2$ (2) $500 \text{ M}^2 < S \leq 1000 \text{ M}^2$	30 M3/H PENDANT 2H00 A 400M
BATIMENT D'ELEVAGE (2)	(1) $1000 \text{ M}^2 < S \leq 2000 \text{ M}^2$ (2) $1000 \text{ M}^2 < S \leq 2000 \text{ M}^2$	60 M3/H PENDANT 2H00 A 400M Dont $\frac{1}{2} < 200\text{M}$
	(1) $1000 \text{ M}^2 < S \leq 2000 \text{ M}^2$ (2) $1000 \text{ M}^2 < S \leq 2000 \text{ M}^2$	
STOCKAGE FOURRAGE (3)		
FORT POTENTIEL CALORIFIQUE	(1) ET (2) $> 2000 \text{ M}^2$ ET (3) $V > 1000 \text{ M}^3$ ICPE	DOCUMENT D9

- Tout stockage $S \leq 50 \text{ M}^2$ avec isolement REI 120 ou + de 10 M / tiers
- Stock fourrage $V \leq 1000 \text{ M}^3$ principe du « laisser bruler » avec **absence** habitation-élevage-risque propagation/Tiers ou risque pollution par les eaux d'extinction et faible valeur : PAS DE D.E.C.I – (nota si ICPE application réglementation)

LES PRINCIPES DE LA D.E.C.I (EXTRAIT ZONES D'ACTIVITES)

ZA	60 M3/H PENDANT 2H00 A 200 M
ZAC	120 M3/H PENDANT 2H00 A 200 M
ZI	180 M3/H PENDANT 2H00 A 200 M



LE DIMENSIONNEMENT DEFINITIF DE LA D.E.C.I EST REALISE ENSUITE
AU CAS PAR CAS AU COURS DE L'INSTRUCTION DES DOSSIERS DE PC

POUVOIR DE POLICE - GENERALITES

LA LOI 2011-525 DU 17/05/2011
A CREE LA POLICE SPECIALE DE LA D.E.C.I

LE MAIRE ASSURE LA D.E.C.I
POSSIBILITE DE TRANSFERT DE CETTE POLICE

LE MAIRE DOIT S'ASSURER DE

- ☐ L'EXISTENCE
- ☐ LA SUFFISANCE
- ☐ LA DISPONIBILITE

DES RESSOURCES EN EAU



LA POLICE ADMINISTRATIVE SPECIALE CONSISTE

A FIXER

- ☐ PAR ARRETE LA D.E.C.I COMMUNALE/INTERCOMMUNALE

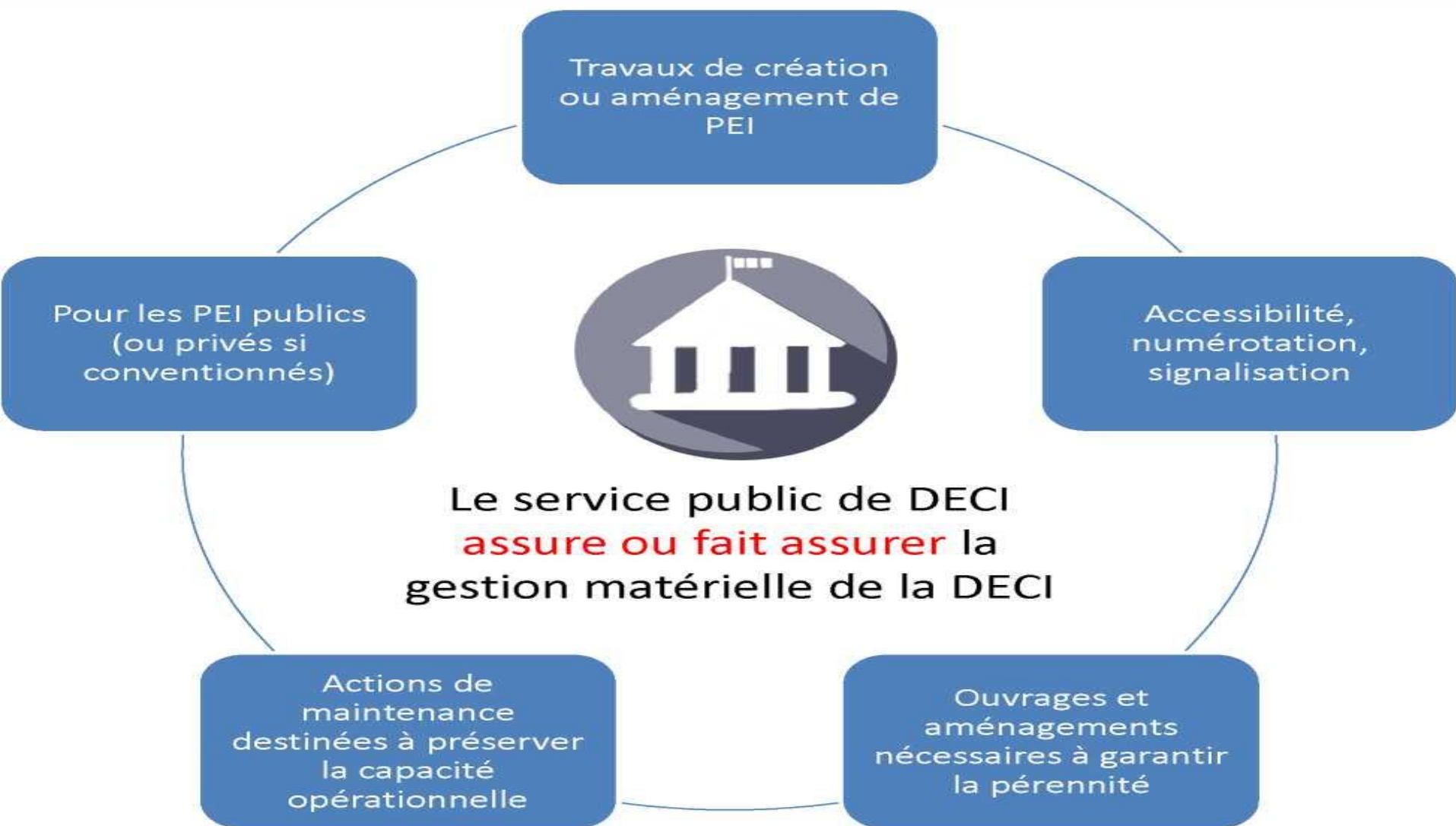
A DECIDER

- ☐ DE LA MISE EN PLACE D'UN SCHEMA COMMUNAL/INTERCOMMUNAL DE LA D.E.C.I

A FAIRE PROCEDER

- ☐ AUX CONTROLES TECHNIQUES PAR LES ORGANISMES
PUBLICS OU PRIVES

LE SERVICE PUBLIC DE LA D.E.C.I – LES MISSIONS



LE SERVICE PUBLIC DE LA D.E.C.I – LES MODALITES

ATTENTION

SERVICE PUBLIC D.E.C.I \neq SERVICE PUBLIC EAU

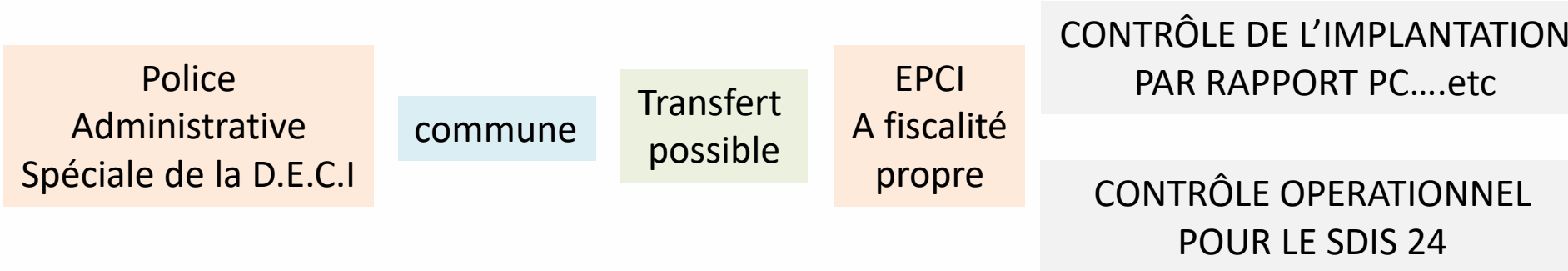
MEME SI UTILISATION DU MEME RESEAU

□ COMPETENCES DIFFERENTES

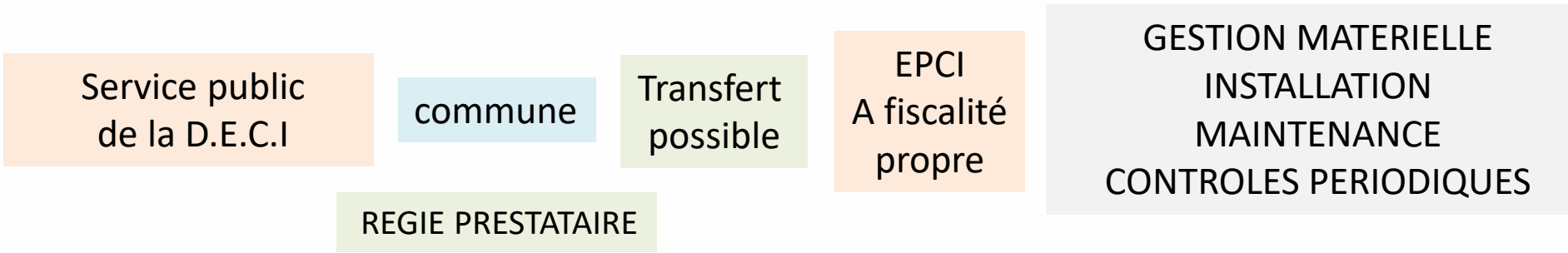


□ BUDGETS DISTINCTS





SI ACCORD DE 100% DES COMMUNES ET TRANSFERT PREALABLE DU SERVICE PUBLIC DE LA D.E.C.I



LA VERIFICATION DES P.E.I -SEMANTIQUE

IL FAUT DISTINGUER

LES ACTIONS DE MAINTENANCE

- DESTINEES A PRESERVER LES CAPACITES OPERATIONNELLES DES P.E.I
- EFFECTUEES AU TITRE DU SERVICE PUBLIC D.E.C.I

LES CONTROLES TECHNIQUES PERIODIQUES

- DESTINES A EVALUER LES CAPACITES DES P.E.I
- EFFECTUES AU TITRE DE LA POLICE ADMINISTRATIVE DE LA D.E.C.I,
PRIS EN CHARGE PAR LE SERVICE PUBLIC DE LA D.E.C.I

LES RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES

- DESTINEES A VERIFIER LA DISPONIBILITE DES P.E.I POUR LES S.D.I.S
- REALISEES PAR LE S.D.I.S UNIQUEMENT

LES INTERVENTIONS SUR P.E.I – CONTRÔLE / RECONNAISSANCE



CONTRÔLE TECHNIQUE

☐ TOUS LES 2 ANS PAR P.E.I

☐ SERVICE PUBLIC DE LA D.E.C.I

☐ CONTRÔLE FONCTIONNEL DEBITS/PRESSIONS

REALISE PAR PRESTATAIRE OU S.D.I.S SUR CONVENTION



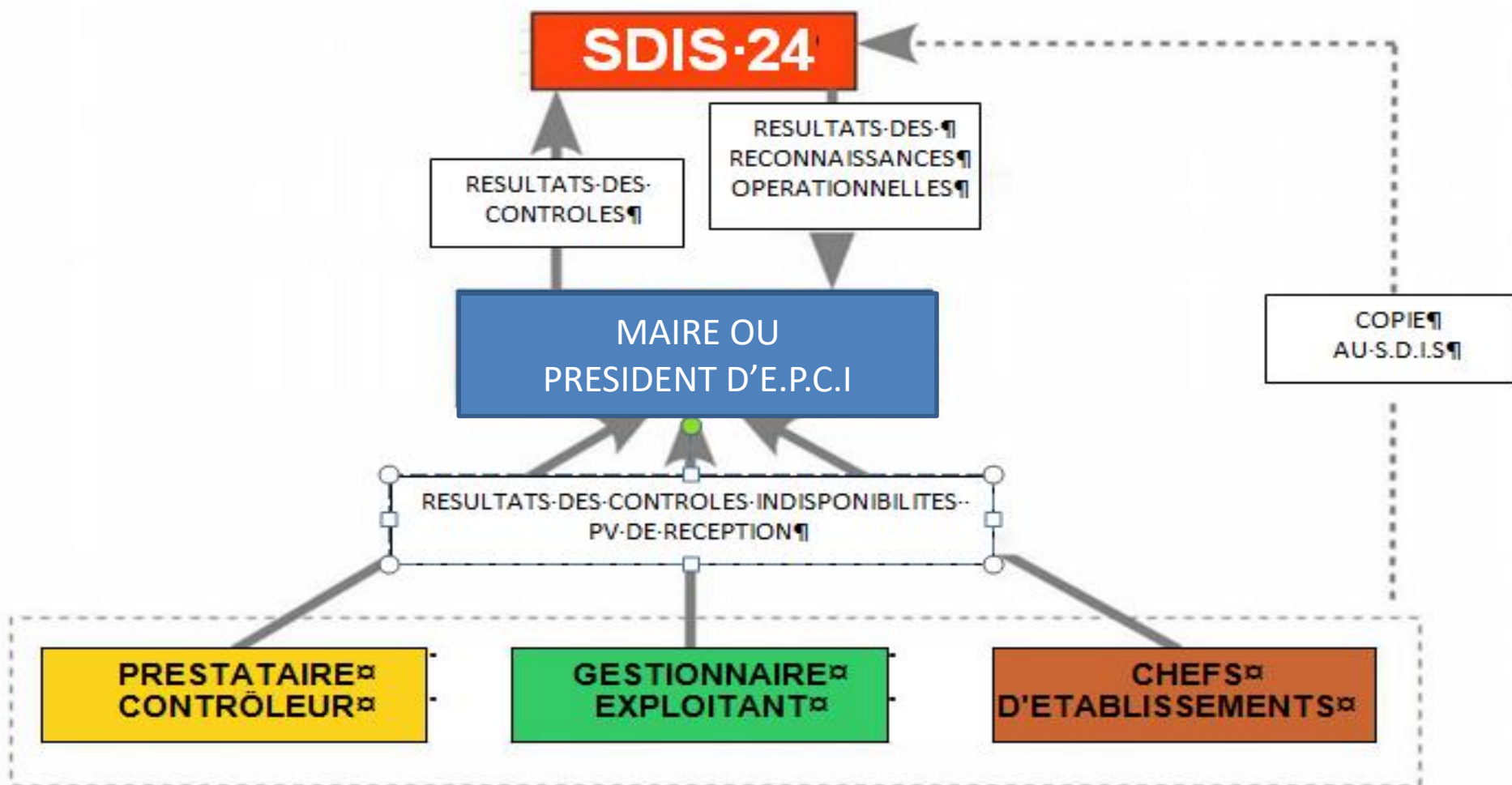
RECONNAISSANCE OPERATIONNELLE

☐ TOUS LES 2 ANS PAR P.E.I

REALISE PAR S.D.I.S



CIRCULATION GENERALE DES INFORMATIONS



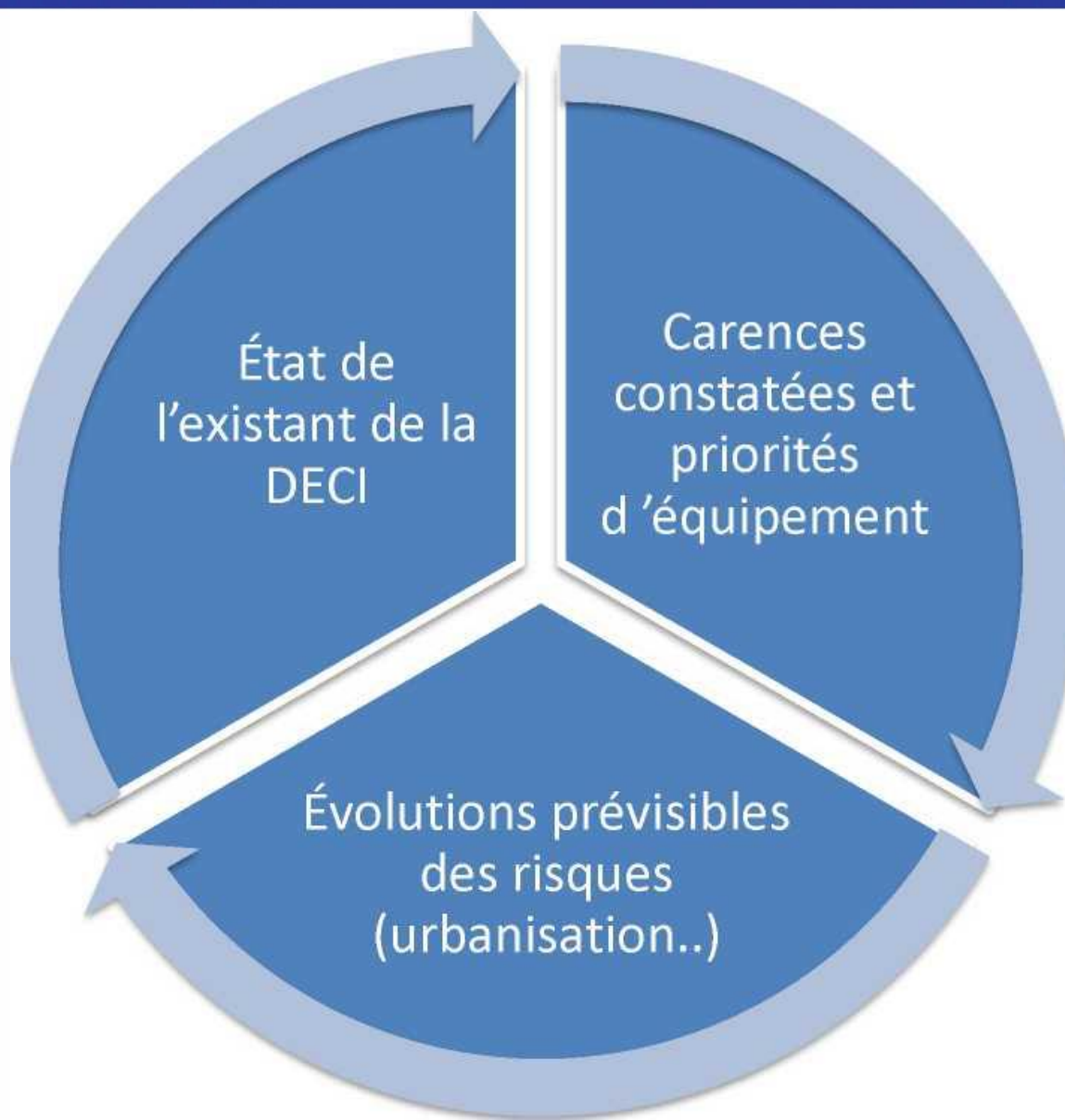
LE R.D.D.E.C.I A L'ECHELON COMMUNAL –L'ARRETE ET LE SCHEMA

ARRETE COMMUNAL ou INTER COMMUNAL - **OBLIGATOIRE**

- FIXE LA LISTE DES P.E.I SUR LE TERRITOIRE

SCHEMA COMMUNAL ou INTER COMMUNAL - **FACULTATIF**

- DOCUMENT D'ANALYSE ET DE PLANIFICATION DE LA D.E.C.I



Le nouveau cadre législatif de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) est fixé, depuis mai 2011, par les [articles L.2213-32](#) et [L.2215-1 et suivants](#) du Code général des collectivités territoriales [CGCT]. Une police administrative spéciale de la DECI, placée sous l'autorité du maire, a été créée et son objet précisé. Un service public de la DECI transférable aux intercommunalités est créé. Les rapports juridiques entre la gestion de la DECI et celle des réseaux d'eau potable sont éclaircis. Enfin, un nouvel alinéa dans l'[article L.5211-9-2](#) du code précité rend possible le transfert du pouvoir de police spéciale du maire vers le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Ainsi la DECI peut-elle être totalement transférée à un EPCI à fiscalité propre.

Soulager les communes rurales – Ce mode d'administration de la DECI, encouragé par le gouvernement, dégagera les maires de nombreuses communes rurales d'une charge dont la maîtrise technique pourrait apparaître complexe. Ainsi, cette activité bénéficiera des capacités de mutualisation, de spécialisation du service et de rationalisation des coûts d'investissement et de fonctionnement qu'offre le cadre intercommunal.



AVEZ-VOUS DES QUESTIONS ?

